



open
diplomacy

pour construire
une paix durable



18 septembre 2023 - À la veille de l'Assemblée générale des Nations unies 2023, ce rapport dresse une synthèse des principales tendances identifiées lors du Forum politique de haut niveau des Nations unies pour le Développement durable qui s'est tenu en juillet à l'ONU (1) et résume le contenu de 16 événements-parallèles qui ont eu lieu durant le segment ministériel de ce forum, du 17 au 19 juillet 2023 (2).

Il dégage 5 conclusions politiques principales :

1. Dans la continuité du Sommet de Paris pour un Nouveau Pacte Financier Mondial, le manque de financements pour l'Agenda 2030 constitue le principal point de discussion du FPHN dès son ouverture par le Secrétaire général de l'ONU. Une certaine anxiété est exprimée en vue de l'Assemblée générale des Nations unies où doit se tenir le Sommet des ODD, dix jours après le G20 qui a acté son soutien au *SDG Stimulus*. Si le Sommet des 19 et 20 septembre s'avérait décevant, une vigilance particulière devrait être portée sur les prochaines Assemblées du FMI et de la Banque mondiale mi-octobre.
2. Vu le défi financier qui s'impose à la réalisation des ODD et le défi de la confiance entre les acteurs du système international, la logique des partenariats qui constitue l'ODD 17 est systématiquement mise en avant comme une bouée de secours pour l'Agenda 2030, laissant parfois la sensation à la société civile d'être le véritable garant des Objectifs.
3. De ce fait, au cœur du système international, les acteurs non-étatiques jouent un rôle de plus en plus visible dans la mobilisation pour l'Agenda 2030. Nombreux Etats ont brillé par leur absence, parmi les puissances du G20 mais également parmi les acteurs clés du G77.
4. Huit ans après l'adoption de l'Agenda 2030, la réflexion sur le rôle du numérique pour la réalisation des ODD prend une dimension plus importante tandis que la révolution de l'IA et de la donnée s'accélère. De nombreuses innovations sont mentionnées pour accélérer la réalisation

des objectifs au potentiel de la transition numérique, sans qu'il ne se confirme une possibilité d'inverser la grande régression en cours.

5. Dans la continuité de l'Accord de Kunming-Montréal, la biodiversité est le sujet qui continue de monter même si les ODD 14 et 15 ne sont pas au premier plan du FPHN 2023. Le narratif sur l'importance du nexus climat-biodiversité a pris de l'ampleur et devra être suivi avec attention lors de la COP 28.

Co-auteurs : Carl du Jeu, Mathilde Lebon et Apinayaa Uthayakumar, *Fellows de l'Institut Open Diplomacy*

Direction de la publication : Thomas Friang, Fondateur et Directeur général de l'Institut Open Diplomacy

(1) 5 enseignements au retour du FPHN 2023

Le Forum politique de haut niveau (FPHN) des Nations unies pour le Développement durable est le rendez-vous annuel du Comité économique et social de l'ONU pour assurer le suivi des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

Constitué lors de l'adoption de l'Agenda 2030 en 2015, le FPHN permet de passer en revue chaque année 5 ODD spécifiques et de présenter environ 40 « revues nationales volontaires » (RNV) pour que les États effectuent un bilan complet des 17 ODD. Les ODD passés en revue de façon universelle en 2023 au FPHN sont les ODD 6, 7, 9, 11 et 17. La France a présenté sa propre RNV.

Pour le FPHN 2023, nous avons assistés à 16 « événements parallèles » lors du segment ministériel du FPHN qui permettent d'en dégager 6 tendances alors que se tient, cette année, le Sommet pour les ODD durant le segment de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations unies. Le compte-rendu détaillé de ces événements parallèles figure dans la seconde partie de ce rapport.

1 / Dans la continuité du Sommet de Paris pour un Nouveau Pacte Financier Mondial, le manque de financements pour l'Agenda 2030 constitue le principal point de discussion du FPHN dès son ouverture par le Secrétaire général de l'ONU - L'incapacité des pays en voie de développement à financer leurs objectifs 2030, dans un contexte de « polycrises », a été la considération majeure lors d'un FPHN titre « Accelerating the recovery from the coronavirus disease (COVID-19) and the full implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development at all levels ». La Sierra Leone a déclaré qu'elle ne pourrait pas atteindre ses objectifs 2030 sans un soutien financier externe, tandis que le Panama a réclamé des réformes pour

créer un système de commerce mondiale plus équitable et ouvert, ainsi qu'une meilleure coordination de la part des pays riches pour aider les pays en voie de développement à gérer leur dette. Cette question a surtout été posée par les Petits États Insulaires en Développement (PIED) sur la question de la biodiversité : plusieurs pays ont souligné que seule la volonté politique ne serait pas suffisante, et qu'un soutien financier et technique de la communauté internationale sera essentiel pour des progrès concrets. Ni le plan de « SDG Stimulus » du Secrétaire général de l'ONU ou le nouveau pacte financier de la France ont été évoqués pendant les side events. Au lieu, les PIEDs ont lancé un plan de coopération sur le financement titré : « Regional SIDS-SIDS Peer-Learning & Cooperation on financing solutions for nature ».

2 / Vu le défi financier qui s'impose à la réalisation des ODD et le défi de la confiance entre les acteurs du système international, la logique des partenariats qui constitue l'ODD 17 est systématiquement mise en avant - L'ODD 17 sur les partenariats sera primordial dans la course pour atteindre les objectifs de 2030, selon les intervenants du FPHN 2023. Cependant, ces derniers ont surtout souligné les conditions nécessaires pour que ces partenariats soient efficaces. La Coalition de synthèse des ODD a constaté que les pays à différents niveaux de développement ont des intérêts différents et collaborent plus ou moins bien sur les ODD en fonction de leurs similitudes. Par exemple, la collaboration Sud-Sud est particulièrement puissante, et le Brésil et l'Afrique subsaharienne entretiennent une relation solide. Le Guatemala a également souligné l'importance de l'engagement du secteur privé, mais seulement si ces acteurs privilégient le climat et les communautés autochtones en même temps que leurs profits financiers. Par exemple, les projets et activités entrepris par le Red Mundial de Negocios Indigenas (World Indigenous Business Network) au Guatemala ne sont pas axés uniquement sur la croissance économique, mais aussi sur la préservation et l'amélioration des conditions de vie.

3 / Au cœur du système international, les acteurs non-étatiques jouent un rôle de plus en plus visible dans la mobilisation pour l'Agenda 2030 - Les intervenants ont souligné que les avancées numériques ont déclenché plusieurs progrès sociaux. Un système de développement pour tous, « sans laisser personne de côté », a été le thème essentiel du FPHN 2023. Les jeunes ont reçu une attention particulière dans ce contexte : pour la première fois, la RNV de l'Irlande a inclus un chapitre écrit exclusivement par des jeunes, ouvrant la voie à un engagement accru. Ce rapport a surtout souligné que les gouvernements devaient soutenir la jeunesse d'une manière cohérente, émancipateur et non-superficiel, démontré par la liberté dont les jeunes irlandais ont disposé en écrivant leur chapitre. Pour soutenir encore davantage la jeunesse, l'ONU appelle à améliorer : la transparence des allocations de financement pour les projets liés à la jeunesse, la participation des jeunes dans les processus de planification stratégique, la coordination entre les organisations au niveau international, national et régional concernant "youth policy", ainsi que la

pertinence de l'engagement des jeunes dans les processus décisionnels. D'autres pays comme le Maroc, le Nigeria, le Sri Lanka et la Suisse ont réitéré l'importance d'impliquer la société civile, les gouvernements locaux, les parlementaires nationaux et les groupes marginalisés tels que les jeunes dans les délibérations sur les ODD à travers les ODD. Les jeunes délégués irlandais comme les jeunes délégués finlandais ont pu présenter leurs propres RNV "jeunes" ce qui a attiré la présence de nombreux délégués jeunes des pays du Sud et du Nord. Il serait opportun pour les délégués français de l'institut Open Diplomacy, sur ce même modèle, en lien avec la Représentation permanente de la France à l'ONU d'organiser ce type d'évènements d'influence et de partage de bonnes pratiques entre les jeunes françaises et les jeunes des autres pays afin de tisser des liens avec les nouvelles générations.

4 / 8 ans après l'adoption de l'Agenda 2030, la réflexion sur le rôle du numérique pour la réalisation des ODD prend une dimension plus importante tandis que la révolution de l'IA et de la donnée s'accélère - Les intervenants ont souligné que les avancées numériques ont déclenché plusieurs progrès sociaux. Notamment, ces avancées accélèrent la croissance économique en : facilitant les paiements électroniques (comme à Singapour), offrant une identification numérique (qui peut débloquer une valeur économique équivalente à 3 à 13 % du PIB en Inde), en permettant une couverture 4G inclusive (96 % au Rwanda) et en créant de nouveaux emplois à travers le secteur des TIC (comme au Bahreïn). La ville d'Arkadag au Turkménistan met en évidence les bénéfices d'un système numérique intégré dans les systèmes sociaux et gouvernementaux, avec des technologies installées dans tous les foyers de cette ville, permettant aux citoyens de surveiller plus attentivement leur consommation d'énergie et d'eau. En tant que président de l'Organisation de coopération numérique en 2023, Bahreïn a souligné l'importance de la connectivité et accordé une attention particulière aux impacts environnementaux du secteur numérique. Ces sujets constituent ses principales priorités pour sa présidence. Les pays en voie de développement ont insisté tout au long du sommet sur le fait que leur approche envers le secteur numérique diffère considérablement de celle de leurs partenaires développés.

5 / Dans la continuité de l'Accord de Kunming-Montréal, la biodiversité est le sujet qui continue de monter même si les ODD 14 et 15 ne sont pas au premier plan du FPHN 2023 - La biodiversité et sa préservation ont été au cœur des discussions pendant le FPHN, en particulier dans un contexte où les pratiques d'exploitation minière ont été débattues au siège de l'Autorité internationale des fonds marins (AIFM) en Jamaïque en juillet. La Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires, en charge de l'Écologie, Bérangère Couillard, a souligné son engagement à gérer l'impact environnemental de l'industrie textile et numérique sur la biodiversité lors de ses échanges avec les jeunes délégués. La question d'une transition juste et équitable a également joué un rôle majeur lors des

"side events", avec des pays riches en ressources tels que le Chili et la Colombie soulignant l'impact négatif que l'exploitation de leurs minéraux peut avoir sur les communautés locales et autochtones. Les approbations d'investissements par les gouvernements sont trop souvent cloisonnés et bénéficieraient d'une approche plus collaborative entre tous les ministères, en priorisant d'autres considérations économiques (comme les droits de l'homme) avant de prendre une décision, selon ces pays. La proposition de l'Arabie Saoudite de faire du carbone un atout plutôt qu'un ennemi grâce aux technologies de "carbon capture" a été critiquée par d'autres participants.

(2) Comptes-rendus détaillés des événements

1 → « Accelerating progress towards the SDGs: How VNRs and country-led evaluation can help » / Nigeria, Sri Lanka et Maroc

Les porte-paroles nigérian, marocain et sri lankais (parlementaires et haut-fonctionnaires) ont souligné l'importance que revêt les revues nationales volontaires qui sont l'évaluation de leurs politiques publiques et l'instrument de redevabilité auxquels leurs exécutifs respectifs doivent répondre. Cela a permis au Nigéria de souligner la prise en compte des peuples frontaliers sur le continent africain ainsi que de réaffirmer le rôle des parlementaires pour le parlementaire sri lankais.

Intervenants :

- H.E Tijjani Muhammad-Bande, Ambassadeur du Nigéria à l'ONU
- Ada Ocampo, Présidente de l'IDEAS
- Dr. Bala Yusuf Yunusa, Nigéria
- Kabir Hashim, Député sri lankais et Chair du Global Parliamentarians Forum for Evaluation
- Abdesslam Nadah, Chef de division chez Haut commissariat au Plan du Maroc
- Sarah Farina, Chair d'Eval Partners

En vertu de la résolution de l'ONU A/RES/77/283 dite Renforcement des examens nationaux volontaires grâce à une évaluation dirigée par les pays, les intervenants détaillent leurs pratiques d'évaluation de l'application des ODD et son importance dans leurs systèmes nationaux.

Perspectives marocaines : Le Maroc s'assure que tous les intervenants nationaux participent à l'identification des priorités nationales (aucun doute que l'intégration est une partie essentielle). Des efforts significatifs doivent être déployés pour s'assurer que tous les intervenants (citoyens, société civile, les différents paliers du Gouvernement et le secteur privé) soient consultés régulièrement sur la mise en œuvre des ODD. Le Maroc a aussi inscrit la mise en œuvre des ODD dans le cadre référentiel économique et sociétal consacré par la nouvelle Constitution du Maroc, le nouveau cadre de la régionalisation avancée, et des réformes sociétales et institutionnelles mises en œuvre depuis les années 2000, ouvrant la voie à une nouvelle génération d'avancées démocratiques et de participation des citoyens, notamment les femmes et les jeunes, à la gestion démocratique des politiques publiques.

À travers notamment l'aspect multidimensionnel et les partenariats multi acteurs, le Maroc souhaite :

- Consolider les choix de développement que le Maroc a retenus sur la longue durée par une stratégie globale, en vue d'améliorer la cohérence, la convergence et l'efficacité de l'action publique ;
- Renforcer les mécanismes de coordination entre les différentes administrations et consolider les modalités de coordination existantes entre des départements appartenant à des domaines de proximité (éducation, santé notamment) ;
- Capitaliser sur les acquis des démarches et des outils de prospective, de planification et de prévision développés par le HCP dans sa longue et riche expérience ;
- Prendre appui sur les exemples réussis de coordination des politiques publiques (Climat des affaires, Charte de l'environnement, Education pour tous, etc...) ;
- Activer les textes réglementaires et lois, qui définissent et précisent des modalités de coordination des politiques publiques (chartes, lois...).

Le Maroc possède un système statistique en mesure d'évaluer les progrès réalisés dans le programme des ODD après 2015. Le HCP a adhéré depuis 2005 à la Norme Spéciale de Diffusion des Données (NSDD) du FMI. Il a développé un vaste réseau d'échanges et de coopération scientifiques et techniques avec des institutions nationales et internationales chargées de la statistique, du développement humain et de la prospective. En plus des organismes onusiens (PNUD, UNFPA, UNICEF, CEA, etc...), le HCP entretient des partenariats actifs avec des institutions et des banques de développement notamment l'OCDE, la BAD, la Banque Mondiale, la Commission Européenne.

Note des co-auteurs : Aucune mention du Sahara Occidental et de ses peuples au sein des ODD.

Perspectives nigérianes : Le speaker invite à voir le mécanisme d'évaluation comme un outil permettant de mettre en lumière les dysfonctionnements afin de modifier les législations du pays pour atteindre les ODD. De surcroît à l'évaluation nationale, des évaluations régionales doivent être réalisées en prenant en compte les peuples frontaliers qui représentent 270 millions de personnes en Afrique. Il invite les Etats à émettre des RNV inclusives, en s'appuyant sur des partenariats avec la société civile (ODD 17) et l'intention de progresser et la possibilité de critiquer les politiques publiques pour les améliorer. Il appuie :

- l'importance de collecter des données précises auprès des différents organismes

- de remettre au centre du débat les personnes marginalisées comme les personnes porteuses d'un handicap
- de développer des partenariats tant au niveau national que sur le continent africain

Perspectives sri lankaises : Le député de Sri Lanka a noté les points de vue suivants sur le rôle des parlementaires nationaux dans l'évaluation des ODD: Les ODD sont par essence des objectifs internationaux, mais les actions et les progrès tangibles se feront au niveau national et local. Ces progrès exigent un partenariat et un leadership au niveau national. Il souligne l'exemple de Sri Lanka, qui montre ce que des partenariats solides peuvent accomplir lorsque les parlementaires, le gouvernement et la société civile travaillent ensemble pour trouver une solution, comme dans le cas de la loi sur la gestion des catastrophes, adoptée en 2005 à la suite du tsunami dévastateur de 2004, qui a débouché sur une politique et un système nationaux favorables à la gestion des catastrophes. C'est ce type d'unité qu'exige la réalisation des ODD.

On attend des parlementaires qu'ils jouent un rôle de premier plan dans l'élaboration des politiques et des programmes nationaux, qu'ils stimulent le développement et qu'ils traduisent ces politiques et programmes en lois qui soutiennent des gouvernements efficaces. En outre, les parlementaires exercent un contrôle et une autorité fiduciaire sur les gouvernements afin d'établir un lien transparent et de confiance entre l'État et les citoyens. Ce rôle est essentiel pour transformer les aspirations des ODD en résultats concrets et réalisables, tout en équilibrant les compromis entre les 17 objectifs et en assurant leurs liens efficaces.

La question est donc de savoir dans quelle mesure et de quelle manière l'évaluation des programmes peut aider les parlementaires à remplir cette mission importante et complexe. Les processus politiques peuvent être améliorés en encourageant les évaluateurs et les parlementaires à forger un partenariat solide. Il faut créer un partenariat qui encourage les évaluateurs à inclure la dynamique du processus politique, à fournir des évaluations opportunes et pertinentes, et qui motive les parlementaires à faire bon usage des preuves produites par une évaluation solide.

2 → « Ensuring a human rights-based approach to a green and just energy transition » / Denmark

Les ambassadeurs danois, colombien et chilien auprès de l'ONU ont tous souligné l'importance d'une transition écologique qui priorise les droits de l'homme et la protection des populations autochtones, surtout dans le secteur de l'extraction des minéraux critiques. La protection des activistes environnementaux dans ce contexte a été particulièrement soulignée : depuis le début du siècle, plus de 2000 d'entre eux ont été tués pour leur activisme. Les intervenants ont souligné l'importance de ces activistes pour soutenir une transition juste et ont appelé à des meilleures protections policières en conséquence.

Intervenants :

- Martin Hermann, Ambassadeur du Danemark auprès des Nations Unies
- Arlene Ticker, Ambassadrice adjointe de la Colombie auprès des Nations Unies
- Paula Ojeda, Ambassadrice du Chili auprès des Nations Unies
- Hansika Agrawal, Colombia Centre for Sustainable Investment
- Raymund Rosuelo, Commission of human rights of the Philippines
- Katherine Liao, UN Human Rights
- Robi Halip, Indigenous Peoples Major Group

Perspectives danoises : L'action sur l'ODD 7 doit prendre en compte les questions sociales et les droits de l'homme, selon l'Ambassadeur Danois auprès des Nations Unies, Martin Hermann. Si le monde a largement accès aux technologies et aux ressources pour la transition, il est primordial que leur utilisation soit durable et qu'elle protège les communautés locales (souvent autochtones). Le Danemark a également demandé aux pays qui ont réussi à mettre en œuvre une telle approche de partager leurs expériences avec des partenaires.

Perspectives colombiennes : Les pays en voie de développement mais riches en ressources naturelles critiques peuvent souvent souffrir d'une exploitation intense, avec des conséquences négatives sur les populations locales, selon les représentants de la Colombie et du Chili. L'expérience des militants environnementaux dans ce contexte a été particulièrement soulignée : depuis le début du siècle, plus de 2000 d'entre eux ont été tués pour leurs actions. L'Ambassadrice Ticker a noté l'impact positif de l'accord ESCAZU pour protéger ces personnes et s'est appuyée sur les programmes colombiens visant à engager les autorités locales sur cette question.

Perspectives chiliennes : L'Ambassadrice a souligné l'importance des droits de l'homme dans la politique du gouvernement actuel, qui considère ce sujet comme une préoccupation transversale et holistique qui ne peut être exclue d'aucune politique de la Présidence. La politique étrangère du pays a été citée en exemple de l'intégration des droits de l'homme dans l'approche générale du gouvernement.

L'Ambassadrice a néanmoins souligné les impacts négatifs des projets des grandes entreprises minières dans le pays, notamment sur les communautés locales. Elle a appelé à une amélioration des politiques publiques sur cette question.

Recommandations issues de l'événement : Les autres intervenants se sont alignés avec les Ambassadeurs, soulignant que les droits de l'homme sont insuffisamment inclus dans les politiques de décarbonisation et cela cause des dégâts importants pour les communautés autochtones. Plusieurs recommandations pour améliorer la tâche ont été suggérées :

- Engager les communautés autochtones avant de leur imposer des projets renouvelables afin de garantir la durabilité de ces programmes. Mme Halip a surtout parlé de l'installation de panneaux solaires en Asie qui ont très peu duré en raison du manque d'éducation des populations locales sur la manière de les entretenir.
- Les approbations d'investissement par les gouvernements sont trop souvent cloisonnées et bénéficieraient d'une approche plus collaborative entre tous les ministères avant de prendre une décision.
- Les droits de l'homme doivent être impliqués de manière plus profonde dans la politique économique de chaque pays. Les accords de libre-échange offrent une opportunité aux pays d'inclure des clauses sur ces droits dans des pactes économiques.
- Améliorer la collecte de données sur le nombre et l'état des phénomènes climatiques afin de mieux les protéger.

3 → « Housing and equitable cities : Bolstering local action for the implementation of SDG 11 » / Chili

Les villes du Nord et du Sud font toutes face à une crise du logement structurelle, notamment des loyers trop élevés et la financiarisation et monétisation du logement. Trois catégories d'initiatives sont mises en place à travers le monde pour y répondre : l'identification (collecte de données, meilleures connaissances des inégalités), la protection du droit au logement (loyers abordables) et la mise en œuvre de ce droit (la diversification des moyens d'accès à la propriété). Plusieurs critères doivent être pris en compte dans la mise en place de politiques de logements durables et inclusives : contexte institutionnel favorable, des mécanismes de participation citoyenne, et la diversification des leviers financiers pour les villes.

Intervenants :

- Carla Serazzi, Ambassadeur et Directrice des Affaires Multilatérales du Ministère des Affaires Étrangères du Chili

- Camila Cocina, Chercheuse sur le droit au logement à l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED)
- Paula Poblete Maureira, Vice-Ministre du Développement Social au Chili
- Rory Nisan, Membre exécutif de la Fédération des Municipalités Canadiennes et maire adjoint de la ville de Burlington (FCM)
- Adriana Allen, Président de la Coalition International de l'Habitat (HIC)
- Sarah Cliffe, Directrice exécutif de la Coopération Internationale du Centre NYU

Aujourd'hui, le logement est avant tout considéré comme une marchandise plutôt qu'un droit humain fondamental. Au-delà de sa valeur monétaire et financière, le logement est l'une des premières conditions permettant aux personnes de vivre une vie digne, mais aussi d'être en bonne santé physique et mentale, d'avoir un travail, d'être en sécurité. C'est une condition essentielle pour assurer une participation effective de chacun et chacune dans la vie publique. Dans le monde, 1,8 milliard de personnes n'ont pas accès à un logement décent. Les gouvernements locaux et régionaux ont un rôle particulièrement important dans la mise en place de solutions pour atteindre les objectifs de l'ODD 11. Cet objectif est également un moyen d'atteindre les ODD 1 et 3 ; c'est un catalyseur pour la réussite d'autres politiques publiques. Le logement est un élément moteur dans la création de villes inclusives et durables.

L'ODD 11 est en stagnation : De plus en plus de personnes vivent dans des logements informels. Nous sommes dans un contexte de crise humanitaire dans de nombreuses villes du monde. Les inégalités dans le secteur du logement sont structurelles à cause de la financiarisation et marchandisation de ce bien. De plus, les experts de la table ronde ont déclaré que le logement était insuffisamment pris en considération dans les politiques de développement.

Des initiatives multiples : Néanmoins, il existe de nombreuses initiatives qui tentent d'améliorer la situation. Ces dernières peuvent être regroupées en trois catégories : l'identification (collecte de données, meilleures connaissances des inégalités), la protection du droit au logement (loyers abordables) et la mise en œuvre de ce droit (la diversification des moyens d'accès à la propriété).

- Au Nigéria dans la ville de Lagos, des projets travaillent sur le recensement des expulsions.
- A Porto Rico, des Community Land Trusts sont créés par la société civile et les habitants eux-mêmes afin de diversifier les offres du marché et de proposer des options plus abordables et basées sur une organisation plus collective.
- En Thaïlande, le gouvernement a mis en place des obligations durables pour permettre l'accès à un logement adéquat.

- Au Chili, un plan d'urgence du logement est mis en place par le gouvernement notamment à travers le programme "I Love My Neighbors Program" qui associe les acteurs locaux dans la construction et rénovation de leur environnement physique et social. Une initiative appelée "Libraries in Home" a également été mise en place afin d'améliorer l'accès aux livres.
- Au Canada, le Plan Rapid Housing Initiative a été mis en place durant la période COVID pour permettre aux personnes d'accéder rapidement à un logement. 4 milliards d'euros ont été investis par le gouvernement. 25% des projets financés sont à destination des femmes et 20% des projets financés sont à destination des communautés autochtones.
- Au Botswana, le gouvernement alloue des terres aux habitants. Ces derniers doivent déposer une demande. Le gouvernement encourage également les personnes à devenir propriétaire et les aide financièrement à construire leur maison sur le terrain alloué. Cela a pour but d'assurer un accès équitable à la terre, surtout pour les populations disposant de faibles revenus. Des initiatives en faveur de l'accès à la propriété pour les femmes sont aussi mises en place.

Les conditions de réussite : Plusieurs critères doivent être pris en compte dans la mise en place de politiques de logements durables et inclusives.

- Tout d'abord, il est nécessaire d'avoir un contexte institutionnel favorable qui fournit les outils et les moyens aux gouvernements à tous les niveaux.
- De plus, la participation des citoyens dans la définition et la mise en œuvre de cette politique publique est essentielle. Le maire d'une ville canadienne a souligné la volonté forte des autorités d'inclure les communautés autochtones.
- La collaboration des acteurs publics, privés et des bailleurs sociaux est un élément important. La ministre du Chili a insisté sur l'importance de renforcer le rôle de l'Etat sur cette politique publique.
- L'amélioration des capacités financières des municipalités doit être une priorité afin de diversifier la manière de lever des fonds pour financer la politique de logement. Aujourd'hui, les villes dépendent principalement des taxes foncières. Par exemple, le maire canadienne appelle le gouvernement à flécher directement de l'argent en direction des municipalités. Les villes du Sud et du Nord font face à des difficultés similaires : accès à la terre, la sécurité d'occupation du logement, l'accessibilité, l'adaptation aux pratiques culturelles des habitants, le financement.

4 → « Spotlight on Young People - Progress on Youth 2030 » / Union européenne

Youth 2030 est la stratégie des Nations Unies pour améliorer la participation des jeunes, lancée il y a 5 ans. Les intervenants ont souligné l'importance de promouvoir et améliorer les engagements envers la jeunesse en collectant des données sur la jeunesse, en établissant des critères d'inclusion de la jeunesse, en mettant en place des programmes, des projets et des partenariats centrés autour de la jeunesse, en soutenant les politiques gouvernementales en faveur de la jeunesse et en promouvant et en communiquant sur les enjeux liés à la jeunesse.

Intervenants :

- Jutta Urpilainen, Commissaire européenne pour les partenariats internationaux
- Mwinji Nachinga, UN Youth Delegate, Zambia
- Nekirah Nicholls, UN Youth Delegate
- Egiimaa Tsogt, UN Youth Delegate, Mongolie
- Luis Madera, Vice-Ministre de la Planification et du Développement de la République dominicaine
- Carolyn Rodrigues Birkett, Représentante Permanente de Guyana à l'ONU

À propos de Youth 2030 : Youth 2030 est la stratégie des Nations Unies pour améliorer la participation des jeunes, lancée il y a 5 ans. Un office de la jeunesse est affilié au Secrétariat de l'ONU afin de faire avancer le travail de plaidoyer de ce groupe. A l'ONU, la participation de la jeunesse est de manière générale une norme plutôt qu'une exception. Durant cette présentation, les résultats du [rapport 2023](#) présentant l'avancée de cette stratégie ont été partagés. Il y a également une évaluation qui a été menée en 2021 et 2022.

Chiffres à relever :

- 55 entités de l'ONU soutiennent actuellement des programmes jeunesse.
- 100% des entités de l'ONU mette en oeuvre des partenariats et les investissements dans l'innovation des politiques de jeunesse.
- 74% des entités de l'ONU financent directement des organisations de jeunesse pour la mise en place projets.

Éléments à retenir :

- Il est essentiel de promouvoir et améliorer les engagements envers la jeunesse en collectant des données sur la jeunesse, en établissant des critères d'inclusion de la jeunesse, en mettant en place des programmes, des projets et des partenariats centrés autour de la jeunesse, en soutenant les politiques gouvernementales en faveur de la jeunesse et en promouvant et en communiquant sur les enjeux liés à la jeunesse.

- Pour soutenir encore plus la jeunesse, il faut améliorer : la transparence des allocations des financements envers les projets liés à la jeunesse, la participation de la jeunesse dans les processus de planification stratégique, la coordination inter-organisations à l'échelle internationale, nationale et régionale sur les politiques de jeunesse, et la pertinence de l'engagement des jeunes dans les processus de décision.

La politique de l'Union Européenne en faveur de la jeunesse : L'année dernière, l'UE a adopté son premier plan en faveur de la jeunesse ([Youth Action Plan](#)). Ce plan a été rédigé en partenariat avec plus de 200 acteurs. Ce plan a trois dimensions :

- Améliorer le pouvoir d'agir de la jeunesse : l'UE finance de nombreux programmes bilatéraux, régionaux et thématiques. Un des secteurs pour lequel l'UE va augmenter ses financements est l'éducation (de 6% à 13%). Cela représente 6 milliards d'euros. Les priorités concernent l'accès à l'éducation pour les filles, le développement des compétences pour améliorer l'accès au marché du travail et la formation de nouveaux enseignants.
- Dialoguer avec la jeunesse en créant des espaces où les jeunes peuvent avoir un impact et être entendus : à ce titre, l'UE a créé le [Youth Sounding Board](#), un groupe de 25 jeunes qui conseillent le commissaire et la direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA) sur la participation et l'autonomisation des jeunes dans l'action extérieure de l'UE.
- Promouvoir les réseaux jeunesse : l'outil principal est l'Erasmus +. Trois nouvelles initiatives ont été mises en place : [Youth and Women Democracy Initiative](#) (40 millions d'euros) afin d'encourager l'engagement des jeunes et des femmes dans les processus de décisions, Youth Empowerment Fund (10 millions d'euros) pour permettre aux jeunes d'avoir accès à des financements pour leurs projets, Africa Youth Academy (15 millions d'euros) afin de permettre la connexion entre les jeunes africaines et européennes.

Autres idées en faveur de l'inclusion de la jeunesse : d'autres initiatives ont été partagées par des jeunes de différents pays : l'organisation d'un Sommet de la jeunesse à l'échelle nationale, création d'offices de la jeunesse dans les organisations, des conseils de jeunes, des bourses pour financer l'engagement des jeunes, la rédaction de rapport sur le volontariat.

Note des co-auteurs : Beaucoup de pression est mise sur la jeunesse notamment vis à vis de la protection de la planète.

5 → « Leveraging Social Innovation to advance the Sustainable Development Goals » / Canada

L'importance de l'économie sociale et solidaire (ESS) a été soulignée par le Canada et les intervenants de l'Organisation Internationale du Travail, notant comment les pays développés et ceux en voie de développement profitent de ce secteur. Pour ces derniers, l'ESS représente une force économique importante et contribue au progrès d'autres ODD. L'utilisation de partenariats par le Canada et la Costa Rica pour stimuler l'ESS montre comment les pays peuvent améliorer la contribution de ce secteur vers l'économie.

Intervenants :

- Karina Gould, Ministre du Développement Durable du Canada
- Gilbert F. Houngbo, Directeur général de l'OIT
- Cynthia Samuel-Olonjuwon, Représentante permanente de l'OIT près des Nations Unies
- Claire Bodin, Délégation Française
- Ricardo Rio, Maire de Braga
- Kehkashan Basu, Green Hope Foundation
- Raymond Landveld, UNCTAD

Perspectives de l'OIT : Le Directeur général et la Représentante permanente auprès des Nations Unies sont particulièrement fiers d'avoir pu passer en 2021 leur résolution sur l'économie sociale et solidaire (ESS). Ils prétendent que cela a déclenché un dynamisme significatif derrière l'ESS et espèrent utiliser ce mouvement pour atteindre encore plus de progrès. Pour garantir cela, l'OIT appelle à :

- Créer un environnement où les PME et le travail informel bénéficient d'un filet de sécurité pour leurs employés.
- Un secteur privé plus engagé sur le programme ESS avec des structures institutionnelles au niveau national et multilatéral pour soutenir cela.
- Un engagement plus concentré par les politiques sur l'ESS.
- Une hausse de financement multilatéral pour les programmes qui contribuent à l'ESS.

Perspectives canadiennes : La ministre canadienne a souligné l'importance de l'ESS pour le Canada, et pour la prospérité et le climat globalement. Selon la Ministre, l'innovation sociale est importante pour arrêter les risques économiques et existentiels de la polycrise, et pour réaliser les ODD. Le Canada veut accélérer l'engagement du secteur privé et demande aux entreprises d'inclure les objectifs des ODD dans leurs considérations financières et stratégiques. Le Canada dispose de

plusieurs programmes pour soutenir l'ESS, notamment une "SDG Idea Factory" qui agit comme incubateur pour les entreprises locales afin de réaliser les ODD, ainsi que ses propres "Principes de Whistler" visant à garantir un développement durable et inclusif. En 2017, un groupe a été nommé pour guider une stratégie de développement social et financier pour le Canada, et en mai, le pays a lancé un fond de finance sociale qui aide à développer et à mettre à l'échelle des innovations efficaces.

Perspectives françaises : L'ESS est une partie critique de l'économie française selon Claire Bordin, contribuant à 10% du PIB du pays. Comme l'ILO, la France appelle à un engagement politique plus important sur l'ESS, notamment au niveau du financement. Même si Madame Bordin voit les projets ESS actuels seulement comme une première étape, elle souligne les quatre avantages dont la France profite déjà à travers son travail sur ce sujet.

- Les acteurs liés à l'ESS s'engagent fortement sur les ODD et l'agenda 2030.
- L'ESS soutient la transition des emplois de l'économie informelle à l'économie formelle.
- L'ESS encourage l'innovation et la collaboration entre secteurs, comme démontré pendant la crise Covid-19.
- Les bénéfices économiques et financiers de ce secteur.

Perspectives costaricaines : Le Costa Rica a établi en 2022 son plan pour l'ESS, qui sera renouvelé tous les 4 ans. Ce plan repose sur deux axes : la réduction de la pauvreté et la création d'emplois. Le pays enchaîne les programmes pour soutenir ce plan : le Quido Network, par exemple, prend en charge les enfants âgés de 1 à 7 ans afin que leurs mères puissent travailler ou avoir leurs propres entreprises. Monsieur Alvarez a néanmoins identifié un obstacle à l'implémentation effective de ces programmes liés à l'ESS, notamment le manque de sensibilisation et de connaissance de ces projets de la population générale.

Perspectives sénégalaises : Le Sénégal attache une importance majeure à l'ESS, au niveau économique, institutionnel et culturel. En effet, plus de 90% des emplois dans l'économie nationale sont informels. Madame Ndey a souligné la résilience du secteur d'emploi informel pendant la pandémie et a utilisé cet exemple pour justifier l'importance de ce type de travail.

Perspectives portugaises : Le Portugal est aussi très attaché à l'ESS, soulignant surtout l'impact important de ce secteur en Europe. C'est un secteur en croissance dans le bloc - il comprend environ 2 millions d'entreprises (soit 10 %) et emploie plus de 14 millions de personnes.

6 → « Inclusive Partnerships for a Resilient Recovery from the COVID-19 pandemic: Leaving No One Behind in the Voluntary National Reviews » / IBON International Foundation

Cette conférence a permis pour les représentants suisse et irlandais de réitérer l'importance de rendre les « Revues Nationales Volontaires » obligatoires pour que l'exécutif soit redevable sur la base des ODD. Est soulignée l'importance de dialoguer avec les ONG, les collectivités territoriales et le secteur scientifique pour établir cette RNV qu'ils leur reviendraient de présenter à l'ONU pour un avis objectif en octroyant la voix aux groupes marginalisés (jeunes, handicapés etc). Un think tank mongolien propose de noter les programmes politiques sur leur adéquation avec les ODD et l'organisme chilien propose un système de plusieurs RNV au niveau national au vu de la disparité du territoire.

Intervenants :

- Mark O Cathasaigh, parlementaire irlandais
- Markus Reubi, Délégué Fédéral suisse pour l'Agenda 2030
- Louise Finan, Coalition 2030, Irlande
- Dr. Indra Tumurbaatar, Center for Human Rights and Development, Mongolie
- Dr. Carlos Miranda Rodriguez, Fundacion para el Desarrollo Social, Chili
- Martina M. Kabisama, Sahrington Tanzania Chapter, Tanzanie

Les objectifs de la Suisse : Le représentant affirme qu'il faudrait rendre obligatoire les RNV car ils sont le mécanisme d'évaluation le plus abouti pour mesurer des progrès réalisés au sein d'un pays. Néanmoins, pour atteindre tous les ODD d'ici 2030, que ce soit au niveau de sa politique intérieure qu'extérieure, beaucoup d'actions et de coordination sont encore nécessaires, notamment dans les domaines qui ont été définis dans la nouvelle Stratégie de développement durable 2030 (SDD 2030), adoptée par le gouvernement suisse en juin 2021. Il s'agit de:

- La consommation et la production durables,
- Le climat, l'énergie et la biodiversité
- L'égalité des chances et la cohésion sociale.

La stratégie de la Suisse : Assurer la prospérité et le bien-être de la société tout en ne laissant personne de côté est au cœur de l'engagement de la Suisse jusqu'en 2030. Il souligne l'importance de dialoguer avec les ONG sans requérir de lignes directrices mais évaluer leurs différents programmes. Il met en évidence qu'il manque autour de la table les collectivités territoriales et le secteur scientifique. Il salue la présence de la société civile au HLPF et réitère l'importance de leur présence aux côtés du gouvernement suisse pour présenter la RNV pour un avis objectif de

l'avancée du suisse vis-à-vis des ODD. Pour cette stratégie, trois mécanismes ont été mis en place:

- Un forum annuel national pour évaluer le progrès sur les ODD (Sustainable Development Forum)
- Une plateforme numérique pour l'échange de bonnes pratiques et les discussions autour des ODD (The '2030 Dialogue for Sustainable Development')
- Un groupe de réflexion comprenant 18 personnes (dont 6 du secteur privé, 6 de la société civile et 6 universitaires) qui se rencontre chaque trimestre pour évaluer l'avancée des ODD au sein de leurs structures et dans leur milieu avec un travail de terrain obligatoire

Note des co-auteurs : Aucune mention à la place des jeunes générations futures.

Les objectifs de l'Irlande : Le député irlandais énonce que l'engagement de la société civile est important pour mettre au défi les gouvernements face aux problématiques actuelles et la prise en compte des ODD. Il met l'accent sur leur absence au sein du Parlement irlandais et la nécessité de la "politique de l'aller-vers", pour être objectif et honnête sur l'évolution de l'Irlande des ODD. Pour cela, l'Irlande met en place un National Stakeholder Forum qui comprend ces groupes et les implique pour leur donner une voix.

- Le député a aussi questionné la place de la pauvreté qui empêche les groupes marginalisés d'être présents dans les enceintes officielles du pouvoir comme le gouvernement et le Parlement. Pour cela, il souligne l'importance d'éradiquer la pauvreté pour une meilleure inclusion.
- Le député a ajouté qu'il faut suivre le budget de l'Etat pour connaître leur alignement avec les ODD et faire pression sur ces décisions pour avoir une meilleure représentativité des problématiques rencontrées par ces groupes et un meilleur financement politique envers les ODD.

Coalition 2030, Irlande : L'association mentionne l'importance de ne plus travailler en silo, et permet d'octroyer la voix aux groupes marginalisés. Pour cela, le gouvernement irlandais emploie un consultant indépendant, réalise des recherches de par des sondages et des entretiens et organise leur présence d'organisations durant les forums nationaux des ODD. Ces revues nationales contributives permettent :

- Dialogue social au niveau national (pas seulement un temps d'évaluation)
- Mise à disposition de données plus précises pour la société civile
- Processus inclusif et collaboratif entre la société civile et académique
- Augmentation la place de la société civile dans tous les forums
- Mobilisation plus poussée de la société civile dans la réalisation des ODD

- Meilleure budgétisation de la réalisation des ODD
- Partage de bonnes pratiques
- Création d'un Commissaire des générations futures

Note des co-auteurs : Les jeunes irlandais ont présenté leur propre RNV au sein d'un side event durant le HLPF en parallèle des engagements officiels du gouvernement irlandais.

Perspectives du Center for Human Rights and Development de Mongolie : le think thank recommande de :

- Responsabiliser les partis politiques en les obligeant à noter leurs programmes politiques en termes d'alignement avec les ODD (afin d'inciter à leur inclusion). Cela permet à la société civile d'émettre des remarques sur comment les améliorer et aux citoyens de mieux appréhender ces programmes en amont des élections.
- Créer un focus group pour chaque ODD avec des résultats partagées avec la société civile et le monde académique

Perspectives de la Fundacion para el Desarrollo Social du Chili : La fondation souhaite que la société civile puisse écrire officiellement plusieurs chapitres/pages de la RNV officielle. Ils ont plusieurs mécanismes d'inclusion des acteurs de la société civile localisée sur tout le pays, y compris dans les régions les plus éloignées (SDG FODESO Program, ODS Chile web platform, national sustainability forum FODESO) Il souligne l'importance d'avoir des RNV locales pour mieux organiser la RNV au FPHN.

7 → « Youth shaping a sustainable future: accelerating cross-sectoral collaboration for Urban Energy Solutions, Clean Water, and Innovation » / Finlande

Ce side-event a permis de comprendre la place donnée à la voix des jeunes finlandais. Plusieurs groupes de travail avaient été formés en amont sur les améliorations que les jeunes finlandais proposent pour être en adéquation avec les ODD. Cet atelier était une restitution des différentes méthodes de travail et des résultats issus de la jeunesse finlandaise présentés par les délégués jeunes de la Finlande afin que les autres délégués internationaux puissent affiner ces propositions afin de les présenter au Ministère de l'Environnement de la Finlande.

Intervenants :

- Juhani DAMSKI, Secrétaire d'État au Ministère de l'Environnement, Finlande

- Jevanic HENRY, Conseiller de la jeunesse au Changement Climatique du Secrétaire général de l'ONU
- Jamil AHMAD, Directeur du PNUD du Bureau de New-York

Ce side event est un atelier de co-construction pour les jeunes délégués sur des propositions attrayant aux SDG 6, 7, 9 et 11 sur une base préalablement préparée par des jeunes finlandais afin de les présenter aux décideurs politiques des Etats-Membres de l'ONU.

En résumé, le Ministre finlandais souligne l'importance de la coopération multilatérale internationale dans la réalisation de l'Agenda 2030 et présente le SDG 17 comme le pont entre tous les autres SDG. Il fait valoir la nécessité d'améliorer la gestion des ressources en eau comme condition préalable à la réalisation d'autres ODD. L'objectif de l'eau propre et de l'assainissement est d'une importance capitale pour la sécurité alimentaire et l'hygiène. Il permet également de préserver l'approvisionnement en énergie et de réduire la charge environnementale. L'accélération des progrès dans ce domaine nécessite une mise en œuvre plus rapide et une coopération et des partenariats plus solides, en particulier dans les pays en voie de développement.

8 → « Meaningful Inclusion of Youth in the VNR Process: Lessons from the First VNR Youth Chapters » / Irlande

L'Irlande a été le premier pays à présenter une RNV avec un chapitre entièrement dédié à, et écrit par, la jeunesse. Le chapitre a montré que la jeunesse irlandaise traverse une période difficile, causée par l'inflation et une crise du logement. Les confinements pendant la pandémie ont eu un impact important sur la santé mentale et l'éducation de ces jeunes, et le chapitre appelle clairement à la mise en place de services pour y faire face. Pour mieux engager la jeunesse, il faut assurer des politiques qui garantissent des budgets réguliers et cohérents pour les jeunes associations.

Intervenants :

- Eamon Ryan, ministre de l'Environnement, du Climat, des Communications et des Transports d'Irlande
- Fergal Mythen, Représentant permanent de l'Irlande auprès des Nations Unies
- Jessica Gill et M. David Giles, Jeunes délégués Irlandais pour l'ONU
- Rebekka Karlsdóttir, Déléguée d'Islande pour le développement durable d'Islande
- Daniele Taurino, membre du conseil d'administration du Forum européen de la jeunesse

- Mayada Adil, jeune leader pour les ODD
- Dr. Sameh Kamel, Organisateur du Groupe principal de l'ONU pour les enfants et la jeunesse
- Marcy Levy, Responsable du développement adolescent à l'UNICEF

La RNV de l'Irlande : La culture préexistante en Irlande d'inclure la jeunesse dans les délibérations du gouvernement est existentielle pour faciliter la création d'un 'youth chapter' dans la RNV de 2023. Si la France devait envisager un projet similaire, le Gouvernement aurait besoin d'un engagement systématique et constant avec la jeunesse. Le chapitre irlandais a cherché à garantir la pertinence du rapport en reflétant les priorités des jeunes par des sondages, en étant honnête et, si nécessaire, critique de la politique gouvernementale, et en recevant un engagement du gouvernement pour des réponses tangibles aux recommandations des jeunes.

Le 'Youth Chapter' a mis en évidence les principales conclusions de son enquête. Les jeunes se sentent dans une position très précaire, avec l'inflation et la crise d'immobilier les principales manifestations de cette anxiété. Les confinements ont eu un impact important sur la santé mentale et l'éducation de la jeunesse, et ils ont clairement appelé à la mise en place de services pour y faire face. Les jeunes demandent également une approche intersectionnelle de l'engagement avec la jeunesse.

La RNV de l'Islande : Le 'Youth Chapter' de la jeunesse islandaise s'est basé sur un engagement avec 41 organisations de jeunesse et du comité islandais de la jeunesse. Trois considérations clés en sont ressortis :

- Le temps : Il est important de s'engager avec les jeunes en temps opportun - la plupart des personnes impliquées dans le processus sont des bénévoles ou des étudiants, et donc ne peuvent pas s'engager autant que les membres du personnel rémunéré et ont souvent des engagements académiques à prendre en compte.
- Les ressources : Il est essentiel de financer les chapitres de la jeunesse pour s'assurer qu'ils peuvent faire des recherches détaillées et claires pour le rapport, notamment en engageant les groupes minoritaires et marginalisés.
- Un cadre clair : Le gouvernement doit clairement exposer comment les résultats seront utilisés pour assurer un intérêt des jeunes dans le processus.

Les principaux obstacles : Le manque de soutien que les jeunes reçoivent (que ce soit financièrement pour assister à des conférences ou même un soutien logistique pour tenir des sondages) est un obstacle majeur à la création de 'Youth Chapters'. Une approche multidimensionnelle et inclusive doit être adoptée pour engager la jeunesse - ceux qui sont particulièrement exclus dans le Sud global doivent être cible, car ils sont les plus touchés. Zoom ne suffit pas - 360 millions de

jeunes n'ont pas accès à une connectique suffisante pour rejoindre ces moments de réflexion. De plus :

- Les associations de jeunesse ont besoin d'un financement structurel durable et à long terme pour garantir leur progression.
- Les associations de jeunesse sont très souvent vulnérables à la politique d'autoritarisme, et doivent être protégées à travers des lois.
- Seulement écouter la jeunesse ne suffit pas - il doit y avoir des opportunités tangibles pour influencer la politique nationale plutôt que de seulement des discours et des entretiens symboliques.

Engagement efficace : Les intervenants ont proposé les recommandations suivantes pour un efficace avec la jeunesse :

- Garantir une inclusion de la jeunesse durable à travers des politiques qui garantissent des budgets réguliers et cohérents pour les jeunes associations qui peuvent résister à tout changement politique.
- Collecter des données qui intègrent les sondages d'opinion dans les sous-sections de la jeunesse, et utiliser cela pour guider l'engagement et la politique.

9 → « Liveable cities for a sustainable, just and climate-neutral future » / Événement de l'Allemagne

Selon la délégation allemande, le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution affectent notre environnement, nos villes et les groupes les plus vulnérables (particulièrement les femmes et les filles vivant dans des habitats informels). Les villes en particuliers sont des zones à risque : la pollution de l'eau, la gestion des déchets, vague de chaleur, pénuries d'eau etc.

Intervenants :

- Dr. Bettina Hoffmann, Secrétaire Parlementaire au Ministère de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Sécurité nucléaire d'Allemagne
- Dr. Laura Lima, Responsable des Programmes à Cities Alliance
- Nchedi Sophia Maphookga-Moripe, Directrice de la coopération internationale et des partenariats stratégiques au Ministère de l'Eau et de l'Assainissement d'Afrique du Sud
- Maimunah Mohd Sharif, Directrice Exécutive de l'UN Habitat
- Joe Muturi Global, Président de la Coalition Internationale des Habitants des Bidonvilles

Le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution affectent notre environnement, nos villes et les groupes les plus vulnérables (particulièrement

les femmes et les filles vivant dans des habitats informels). Les villes sont des zones à risque : pollution de l'eau, la gestion des déchets, vague de chaleur, pénuries d'eau etc.

Accès à l'eau : L'enjeu d'accès à l'eau a particulièrement été mis en avant. Les experts présents à la table ont rappelé que l'aménagement des villes et la gestion de l'eau sont interconnectés. L'accès à l'eau est un droit humain fondamental et fait partie des services primaires auxquels chaque individu doit pouvoir accéder. L'Allemagne a déclaré que c'est une priorité de ces politiques publiques.

Au-delà du financement : Le financement est un instrument pour mettre en œuvre des politiques publiques mais il n'est pas suffisant. Le financement doit être accompagné d'une gouvernance structurée et de moyens humains et techniques suffisants dans les villes. De plus, il est primordial de flécher correctement ces financements aux échelles de gouvernance pertinentes. Ces financements doivent également permettre leur développement des compétences.

Le rôle des habitants des bidonvilles : Le représentant de la coalition internationale des habitants des bidonvilles a rappelé que nous ne pouvons pas parler de ville durable sans parler des inégalités sociales. Dans de nombreuses villes, il y a deux extrêmes. D'un côté, il y a une minorité de personnes qui ont des droits exclusifs - notamment à une eau potable - tandis que la majorité, vivant souvent dans des bidonvilles, n'ont pas accès aux services minimums : eau et logement décent et abordable. Tout le monde est d'accord sur le fait que nous devons agir. La communauté internationale parle de transformation bleue ou verte mais il est important de noter que ces termes techniques et généraux ne sont pas compréhensibles de tous et toutes et particulièrement des personnes vivant dans des bidonvilles. Pourtant, ces personnes souhaitent agir, mettre en place des initiatives concrètes et sont à la recherche de partenariats concrets ayant du sens. Il est nécessaire de pouvoir valoriser et financer ses initiatives car selon ce représentant les solutions ne viendront pas dans grandes entreprises mais bien des habitants des bidonvilles eux-mêmes. Afin de faire entendre leur voix, la coalition collecte ses propres données afin de mettre en lumière leurs difficultés auprès des gouvernements.

Le rôle d'UN-Habitat dans les villes durables : L'ONU a un rôle normatif et opérationnel. Tout d'abord il crée des cadres, des directives, formule des politiques publiques et crée des outils qui peuvent être adaptés à l'échelle nationale, régionale et locale. Deuxièmement, il opérationnalise ces orientations à travers des programmes et des projets sur le terrain. L'ONU peut jouer un rôle de coordination et de mise en lien entre gouvernements et communautés locales. Il réunit les acteurs

concernés par les enjeux urbains lors de différents événements internationaux tels que : Urban Forum, World Habitat Day, High Political Forum, SDG Summit.

Le logement : Un des enjeux pour de nombreuses villes est le logement, notamment la question des expulsions forcées. Des panélistes ont rappelé l'importance pour les gouvernements locaux de saisir de cet enjeu. En effet, de nombreuses violences ont lieu à l'encontre des populations. Dans un contexte d'augmentation des déplacements de populations, ces situations vont être de plus en plus courantes.

Le rôle des femmes et des jeunes : Les panélistes ont rappelé l'importance d'inclure la jeunesse et les femmes dans les instances de décisions des villes. De plus, ces villes doivent adopter une approche genrée dans le design de leurs politiques publiques (transports, sécurité).

10 → « Multi-stakeholder Partnerships: Moving Together Towards the Achievement of the SDGs » / Événement du Guatemala

Cet événement portait sur la mise en place de partenariats stratégiques pour la mise en œuvre des ODDs au Guatemala. Les panélistes ont particulièrement insisté sur le rôle du secteur privé dans ces partenariats notamment dans le secteur de l'énergie, du sucre et de l'entrepreneuriat des communautés autochtones. La dimension participative et l'inclusion des premiers concernés ont été présentés comme des conditions de réussite de ces partenariats. Les gouvernements doivent également poser les bases d'un contexte institutionnel propice au développement de ces alliances.

Intervenants :

- Luz Keila Gramajo Vilchez, Secrétaire de la planification et de la programmation de la Présidence du Guatemala
- José González Campos, Directeur de Asunstos Corporativos y Sostenibilidad
- Miguel Barreto, Coordinateur de Mission Permanente du Guatemala aux Etats-Unis
- Anayté Guardado, Directrice Exécutive de AGER
- Andrea Bolanos, Directrice de Sostenibilidad Asazgua
- Maria Tuyuc, Directrice du Red Mundial de Negocios Indígenas

Cet événement portait sur la mise en œuvre des ODDs à travers les partenariats au Guatemala. La mise en place d'alliances stratégiques est nécessaire pour la mise en œuvre des ODDs. Au cœur de ces partenariats se situent les peuples et la planète. Le Guatemala a insisté sur l'importance de la dimension participative

de ces partenariats et l'inclusion des premiers concernés. Le rôle de la jeunesse dans la construction d'un futur durable a aussi été évoqué.

Le rôle du secteur privé : Le Guatemala a particulièrement insisté sur le rôle du secteur privé dans la mise en œuvre des ODDs. Ces partenariats se retrouvent dans le secteur :

- De l'énergie à travers la Asociación de Generadores con Energía Renovable. Elle a pour but de réunir et organiser tous les acteurs du secteur privé dont les activités concernent la production d'énergie électrique provenant de sources renouvelables. En 2022, au Guatemala, 78% de l'électricité est produite à partir de ressources renouvelables : solaire, géothermie, biomasse et parc éolien. 5 milliards de dollars ont été investis dans ces énergies. Néanmoins, il a été rappelé que le secteur électrique est un secteur qui fait l'objet de nombreuses restrictions techniques et nécessite un investissement important dans les infrastructures. Le gouvernement doit donc soutenir le secteur en établissant un cadre juridique solide permettant le développement de ce dernier
- Du sucre à travers Sostenibilidad Asazgua, un syndicat qui réunit 11 producteurs de sucre au Guatemala. Le syndicat est particulièrement actif dans la mise en œuvre des 17 ODDs. En effet, il a produit 17 études de cas pour communiquer sur les actions menées. Le pays étant le troisième producteur de sucre d'Amérique latine et le 6ème exportateur de sucre au monde, l'impact de ce secteur est très important. Le syndicat a insisté sur ses actions entreprises dans le domaine de l'eau en termes de consommation et d'utilisation responsable de cette ressource. Le syndicat mène aussi des actions pour accroître le pouvoir d'agir des femmes dans les communautés rurales.
- L'entrepreneuriat des communautés autochtones à travers le Red Mundial de Negocios Indígenas (World Indigenous Business Network). Cette organisation soutient les projets économiques, sociaux et environnementaux. Maria Tuyuc la présidente de ce mouvement a déclaré que les communautés autochtones ne représentaient pas uniquement un héritage culturel mais aussi une source d'innovation entrepreneuriale qui a besoin d'être davantage reconnue. Les projets et activités entreprises par ces communautés ne sont pas tournés uniquement vers la croissance économique mais aussi autour de la préservation et l'amélioration des conditions de vie. L'investissement dans les entreprises des communautés autochtones est impératif pour protéger leurs territoires. Les communautés indigènes sont prêtes à travailler avec le secteur privé tant que ce dernier participe à la préservation des écosystèmes et permet une participation pertinente des premiers concernés. Le développement territorial des partenariats doit être amélioré.

La participation des communautés : l'intervention de Maria Tuyuc a permis de soulever l'enjeu de la préservation des pratiques et connaissances des différentes communautés dans un contexte de globalisation. Cette participation doit être permise grâce à des formations dispensées aux personnes afin de leur faire gagner en compétences.

Note des co-auteurs : Au delà de la présentation formelle des activités entrepris par les entreprises présentes, j'ai particulièrement apprécié la contribution de Maria Tuyuc. Elle a mis en avant la connexion unique et ancestrale que les communautés autochtones ont sur leur territoire. Elle a rappelé ce que nous souhaitons dans nos engagements pour la planète et les peuples : permettre à tous et toutes de vivre une vie digne, heureuse et responsable durant laquelle chacun et chacune peut se sentir utile. Dans ce genre de Sommet, nous oublions parfois pourquoi nous agissons. Maria Tuyuc l'a rappelé d'une manière poétique et inspirante. Son intervention a ajouté aux déclarations parfois très générales une dimension humaine et spirituelle. Nos sociétés occidentales ont beaucoup à apprendre des communautés autochtones. La France, à travers ses territoires d'Outre-mer tels que la Guyane dispose de ses connaissances.

11 → « A Holistic Approach to Transitioning Toward More Comprehensive, Resilient, Sustainable, and Climate-friendly Energy System » / Arabie Saoudite

L'Arabie Saoudite espère atteindre son objectif d'éliminer ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2060 grâce à une politique « holistique » qui priorise combattre les émissions directement plutôt qu'éliminer sources. L'intention n'est de pas faire du carbone un « ennemi » mais plutôt un atout, en utilisant les technologies de captage de carbone. Ce plan repose sur les « quatre R » - réduire, réutiliser, recycler et éliminer.

Intervenants :

- Abdulrahman Alzamil, Directeur des Relations Externes du ministère de l'économie Saoudienne
- Humam Alghamdi, Ingénieure en Chef du ministère de l'Energie
- Dr. Omar Abdullhamid, Vice-Président de la protection environnementale de Saudi Aramco
- Fahad Al-Sherehy, Vice-Président de l'efficacité énergétique chez Sabic

Le Plan Climatique de l'Arabie Saoudite : L'Arabie Saoudite espère achever son objectif d'éliminer ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2060 grâce à un programme « holistique » qui priorise combattre les émissions directement plutôt que leurs sources. L'intention n'est de pas faire du carbone un « ennemi » mais plutôt

un atout, en utilisant les technologies de captage de carbone. Ce plan repose sur les « quatre R » - réduire, réutiliser, recycler et éliminer.

La captation de carbone : Le captage est un pilier important de la stratégie saoudienne. Le pays espère enlever 44 millions de tonnes de CO2 d'ici 2035, soit 18% du total global en 2022. D'ici 2027, Riyadh espère capter 9 millions de tonnes (soit 3,75% du total global en 2022). Cet axe se concentre sur de multiples projets, notamment dans le projet NEOM à l'ouest du pays. Riyadh espère qu'en développant les technologies de capture du carbone, le pays contribuera également à la décarbonation de nombreux processus industriels, en particulier dans le secteur chimique et du ciment.

L'Hydrogène : L'Arabie Saoudite vise à devenir le premier exportateur d'hydrogène bleu (issu du gaz naturel) et vert (à partir d'eau et d'une source d'électricité) d'ici 2030. Le projet NEOM devrait produire 650 tonnes d'hydrogène une fois opérationnel. Le pays s'appuie sur ses avantages financiers, la disponibilité d'espace et sa réserve importante de gaz naturel pour avoir un avantage compétitif sur le marché. Mais les intervenants reconnaissent le besoin de collaborer avec d'autres pays et le secteur privé pour rendre l'industrie plus rentable et augmenter la demande mondiale.

Autres Plans : L'Arabie Saoudite espère également planter 350 millions de mangroves d'ici 2025 pour accélérer sa transition et se tourne vers les entreprises saoudiennes (par exemple Saudi Aramco) pour mettre en place leur propre plan climatique afin d'aider Riyadh à atteindre ses objectifs.

12 → « What works to achieve SDG17 – Partnership Pillar? Emerging findings from the SDG Synthesis Coalition of Evaluative Evidence » / Malawi

La Coalition de Synthèse des ODD a présenté sa recherche sur ODD 17, soulignant que la capacité des pays à collaborer sur l'ODD 17 est influencée par leur statut de revenu et que les accords commerciaux régionaux sont plus efficaces que les subventions à l'exportation pour augmenter la valeur des exportations dans les pays à revenu intermédiaire. Ce projet va continuer dans les années qui suivent et cherche à publier plus de recommandations sur d'autres ODD.

Intervenants :

- Dr. Agnes Mary Chimbiri-Molande, Ambassadrice du Malawi auprès de l'ONU
- Alan Fox, Directeur du PNUD
- Pilar Cancela, Secrétaire d'État espagnole à la coopération internationale

- Giedrė Balčytė, Chancelière du gouvernement lituanien
- Dr. Sosthenes Gwengwe, Ministre des Finances du Malawi
- María Inés Castillo, Ministre du développement panaméen
- Dr. Francis Kai-Kai, Ministre du développement économique sierra-léonais
- Steven Collet, vice-ministre de la coopération internationale des Pays-Bas
- Dr. Adnan Khan, Directeur économique du ministère des Affaires étrangères britannique

La Coalition de synthèse des ODD : La Coalition de synthèse des ODD vise à compiler des recherches sur les politiques liées aux ODD et à comprendre lesquelles sont les plus efficaces et pourquoi. La Coalition étudie cela à travers différents pays et contextes, en utilisant de nouvelles technologies d'intelligence artificielle pour compiler des données (plus de 25 000 études). Le programme a publié des résultats initiaux sur l'ODD 17 (partenariats), mais espère publier des résultats pour l'ensemble des ODD d'ici 2050 afin de soutenir le trajet 2030. La Lituanie a souligné l'importance d'un accès cohérent aux données, et la Sierra Leone a souligné son désir de faire partie de cette coalition potentielle pour surveiller les données qu'elle tente de construire chez elle.

Leçon 1 - Partenariats : La capacité des pays à collaborer sur l'ODD 17 est influencée par leur statut de revenu. Les pays à revenus différents ont des intérêts différents et collaborent plus ou moins bien en fonction de leurs similitudes. La collaboration Sud-Sud est particulièrement puissante : le Brésil et l'Afrique subsaharienne entretiennent une relation solide. Le Panama a appelé à davantage de collaboration de ce type. Les partenariats Nord-Sud peuvent être efficaces, mais ils nécessitent des structures de gouvernance internes personnalisées dans leurs interactions pour être efficaces.

Leçon 2 - Commerce : Les accords commerciaux régionaux sont plus efficaces que les subventions à l'exportation pour augmenter la valeur des exportations dans les pays à revenu intermédiaire. Les normes alimentaires de l'UE limitent la capacité des pays d'Afrique subsaharienne à augmenter leurs exportations même après des accords commerciaux préférentiels avec le bloc, suggère la recherche de la coalition. Finalement, l'adhésion à l'OMC a un impact positif sur le nombre de produits échangés pour un pays, mais pas sur le volume moyen des échanges par produit.

Leçon 3 - Financement : Les réductions tarifaires augmentent les exportations et les innovations dans divers contextes, mais elles entraînent également des réductions significatives des revenus gouvernementaux. Ceci peut être un problème pour les pays en voie de développement dans un contexte où l'endettement de ces États est sévère. Cependant, les réformes fiscales peuvent compenser les réductions tarifaires en augmentant les revenus fiscaux.

Leçon 4 - Technologies : Bien que les initiatives de financement écologique aient un impact positif sur l'innovation dans les pays asiatiques, l'impact des investissements actuels a été insuffisant pour accélérer les progrès dans d'autres pays. Les investissements dans les infrastructures de connectivité et l'internet semblent également accélérer le développement des infrastructures vertes dans certains pays.

Leçon 5 - Égalité : Les initiatives de développement durable recueillent insuffisamment de données pour examiner les effets de leurs politiques sur les groupes minoritaires. Des recherches préliminaires trouvent que ces stratégies sont souvent créées avec très peu d'attention sur l'impact de l'égalité homme-femme ou les conséquences pour les droits de l'homme.

Financement des ODD : Les pays en voie de développement, notamment le Malawi, la Sierra Leone et le Panama, ont souligné leurs difficultés à financer les ODD. Le Panama demande un système de commerce mondial plus équitable et ouvert, ainsi qu'une coordination de la part des pays riches pour aider les pays en voie de développement à gérer leur dette. La Sierra Leone a déclaré qu'elle ne pourrait pas atteindre ses objectifs de développement durable sans un soutien financier externe. Le Royaume Uni s'est prononcé en faveur d'une réforme du système Bretton Woods et les banques multilatérales, mais a souligné l'importance de la croissance économique derrière tous les ODD.

13 → « Digital Cooperation – achieving Sustainability » / Événement de l'Organisation de coopération numérique et Pakistan

Cet évènement permet à quatre pays fondateurs, le Rwanda, Bahrein, l'Arabie Saoudite et le Pakistan du DCO (statut observateur auprès de l'AG de l'ONU) de présenter le rôle de la coopération numérique dans la réalisation des objectifs de développement durable. Ce qui a permis à ces différents pays de démontrer comment la numérisation des données permet de réduire la fracture numérique et aux citoyens d'accéder à des services publics (notamment éducation et télémédecine ne connaissant pas de frontières physiques). Cependant, aucune mention aux processus d'e-démocratie, de protection des données personnelles (RGPD) a été réalisée. Cette organisation est accompagnée par une entreprise estonienne, pionnière dans la gouvernance digitale dans l'Union Européenne.

Intervenants :

- Représentant permanent du Pakistan

- Représentant permanent du Bahreïn, qui préside l'Organisation de coopération numérique (DCO)
- Représentant permanent du Rwanda
- Représentant permanent d'Arabie saoudite
- Représentant de l'Organisation de coopération numérique
- Nortal, société multinationale de changement stratégique et de technologie basée à Tallinn, en Estonie, avec des opérations aux États-Unis, en Europe, au Moyen-Orient et en Afrique sur la transformation des activités axée sur les données

Introduction : Cet évènement permet à trois pays fondateurs (sur cinq) du DCO de présenter le rôle de la coopération numérique dans la réalisation des objectifs de développement durable. Lancé en 2020 à la suite du G20 dont l'Arabie Saoudite avait alors la présidence, l'organisation regroupe aujourd'hui les Ministères des Communications et des Technologies de 13 pays: Bahrain, Cyprus, Djibouti, The Gambia, Ghana, Jordan, Kuwait, Pakistan, Oman, Nigeria, Rwanda, Morocco, et l'Arabie Saoudite. L'Organisation de coopération numérique a un statut observateur auprès de l'Assemblée générale de l'ONU^[2].

Priorités de la Présidence de l'Organisation de coopération numérique assumée par le Bahreïn :

- La fracture numérique sous ses aspects socio-économiques
- Accélérer la croissance inclusive de l'économie numérique afin de créer une « prospérité numérique pour tous »
- Inclure l'impact environnemental du numérique dans les décisions de politiques publiques
- Combattre l'illectronisme en créant un programme scolaire de l'informatique et des technologies pour accélérer le développement économique
- Déployer une connectivité haut débit pour l'accès à l'information

La Présidence souligne que la dignité des citoyens est en jeu lorsque la fracture numérique est importante. Elle mentionne l'ODD 17, Partenariats pour la réalisation des objectifs, afin de promouvoir des partenariats efficaces entre les gouvernements et le secteur privé qui sont nécessaires pour créer de nouvelles opportunités économiques et une meilleure qualité de vie. Aucun partenariat avec la société civile est mentionné.

Priorités de l'Arabie Saoudite : L'Arabie Saoudite, membre fondateur, fait valoir que la pandémie COVID19 est une opportunité pour le secteur privé qui a de nouveaux modes de travail. La représentation précise l'évolution qu'a connu la télémédecine qui ne se préoccupe pas des frontières et cite l'exemple de

l'intervention de médecins localisés en Arabie Saoudite intervenant à distance en Turquie et en Syrie durant le récent séisme.

- En outre, la représentation saoudienne affirme que le numérique permet de faciliter les procédures judiciaires et que 95% des sessions judiciaires ont été tenues à distance par les services du ministère de la justice dans le Royaume. Il précise que le taux de satisfaction des bénéficiaires à l'égard des services juridiques qui leur ont été fournis pour l'année 2022 a ainsi atteint 95 %.
- Le numérique n'est pas un problème mais la solution aux défaillances du service public, y compris des services régaliens comme la justice de surcroît à la santé et à l'éducation.

Priorités du Pakistan : Ambassadeur du Pakistan aux États-Unis rappelle que la fracture numérique et la pandémie n'ont pas les mêmes effets dans les pays à faible revenu comme le Pakistan. Il soulève la question de la cyber sécurité et de la monétisation des données personnelles par les GAFAM. Il met en évidence que le secteur privé, notamment les GAFAM, créent par leur monopole, une fragmentation numérique à l'ère de la mondialisation du numérique.

Priorités du Rwanda : Le Rwanda souligne que certains pays ont émis les premières politiques publiques sur le numérique assez tardivement et nécessite une coopération renforcée sur ces dernières. La représentation réitère l'importance des partenariats avec le secteur privé de par l'application de l'ODD 17.

Intervention du secteur privé : L'entreprise Nortal, représentée par Elizabeth Kiehner, réitère l'importance des opportunités économiques pour les femmes que le numérique facilite, notamment dans les postes à responsabilité dans le secteur de la tech. Elle avance que l'apport du numérique dans les domaines de l'infrastructure publique et la santé rend les villes plus attractives économiquement et améliore la qualité de vie. Pour l'entreprise, les gouvernements doivent investir pour une éducation plus équitable et accessible, par le numérique. Elle rappelle que l'Université de Tartu prépare les générations futures grâce à un Master dédié à l'administration digitale^[3].

Plusieurs questions ont été soulevées :

- La place des jeunes entrepreneurs dans les partenariats pour faciliter l'apparition de licornes (l'ODD 17)
- La protection des données personnelles par les gouvernements (sous l'angle de la souveraineté nationale)
- La protection des données personnelles utilisées par les entreprises
- La protection des modes d'approvisionnement (circuit, réception et envoi des données)

Note des co-auteurs : aucune mention de processus d'e-democracy et/ou procédure de vote électronique.

14 → « Accelerating Achievement of the SDGs and Climate Action through Digital Public Infrastructure and Digital Public Goods » / Événement de Singapour, l'Inde, le Rwanda, le Bahreïn et le PNUD

Cet événement reprenait les avancées réalisées dans les différents pays grâce aux biens publics numériques (paiements électroniques, accès à la nutrition, santé infantile, éducation, droit de vote, accès au logement etc.). Ces différentes avancées permettent d'appréhender comment ces pays voient le numérique comme une solution à la poly-crise actuelle sans mentionner les dangers de l'intelligence artificielle ou encore l'importance de la neutralité d'Internet.

Intervenants :

- Grace Fu, Ministre du Développement Durable et de l'Environnement de Singapour
- Amna Bint Ahmed Al Rumaihi, Ministre du Développement Urbain et du Logement du Bahreïn
- Dr. Zakareya Ahmad Al Khaja, Directeur adjoint de l'autorité de l'Information et l'e-Gouvernement du Bahreïn
- Claver Gatete, Représentante permanente du Rwanda aux Nations Unies
- R. Ravindra, Représentant permanent adjoint de Mission permanente de l'Inde aux Nations Unies

Définition de bien public numérique de l'OCDE : Les biens publics numériques sont des types de logiciels, modèles et standards à source ouverte que les pays peuvent utiliser pour mettre en œuvre leurs infrastructures publiques numériques (systèmes de paiement et d'échange de données, par exemple).

Chaque pays est intervenu par le biais de son intervenant.e sur l'importance que revêt le numérique dans leur développement socio-économique en matière de santé, logement et de facilité de paiement.

Priorités du Singapour : La Ministre du Développement Durable et de l'Environnement de Singapour réitère l'importance de rendre les économies plus productives. Dans ce cadre, elle explique l'exemple du SGQR. Il s'agit d'un code QR unique et normalisé pour les paiements électroniques, qui combine plusieurs systèmes de paiement en une seule étiquette SGQR. Les consommateurs n'ont qu'à rechercher l'étiquette SGQR pour savoir quelles options de paiement sont acceptées par un commerçant, tandis que les commerçants n'ont qu'à afficher une étiquette

SGQR au lieu de plusieurs étiquettes dans leurs commerces. Il s'agit d'une propriété du gouvernement de Singapour (l'Autorité monétaire de Singapour).

Note des co-auteurs : Singapour travaille à l'uniformisation de l'infrastructure publique numérique, comme les systèmes de paiement et d'échange de données, auprès d'une population de 5 millions d'habitants.

Priorités de l'Inde : L'Ambassadeur annonce que 271 millions de personnes de la pauvreté multidimensionnelle sont sorties de cette situation grâce à la croissance économique et à l'autonomisation. L'amélioration de l'accès à la nutrition, à la santé infantile, à l'éducation, à l'assainissement, à l'eau potable, à l'électricité et au logement a permis de réduire les inégalités, en particulier parmi les personnes en situation de vulnérabilité. Ce progrès est dû à la proximité que le numérique permet aux services des citoyens. L'identification numérique peut à elle seule débloquent une valeur économique équivalente à 3-13 % du PIB. Avec la Carte Aadhaar chaque citoyen indien dispose désormais d'une forme d'identification reconnue par le gouvernement. Il souligne que c'est important pour accéder à toutes sortes de services et d'opportunités, qu'il s'agisse de trouver un emploi, d'ouvrir un compte en banque ou de bénéficier d'aides sociales.

Priorités du Rwanda : L'Ambassadeur rwandais met en évidence que le Rwanda a réalisé d'énormes progrès dans la mise en place d'une infrastructure inclusive au cours des 30 dernières années, notamment en atteignant une couverture 4G de plus de 96 %. L'objectif principal est de fournir des services publics en continu et d'améliorer l'expérience globale des citoyens. Ses efforts visent notamment à utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour transformer le secteur de la santé en renforçant l'interopérabilité des systèmes d'information sanitaire et en améliorant la prestation et l'accessibilité des services de santé grâce à des solutions de santé numériques telles que le DHIS2, un bien public numérique. En adaptant stratégiquement les outils de santé numériques open source existants tels que le système d'information sanitaire du Rwanda (DHIS2 avec Tracker), le Rwanda a été en mesure d'accélérer sa réponse au COVID-19, en offrant une plus grande efficacité et un soutien plus solide au gouvernement, aux travailleurs de la santé, aux clients et aux autres parties prenantes. Le Rwanda s'efforce également de numériser les services et de créer un environnement propice aux paiements numériques et à l'inclusion financière, qu'il utilise comme levier pour améliorer l'inclusion numérique dans son ensemble.

Les données gouvernementales ouvertes peuvent contribuer à rationaliser l'accès des citoyens aux services gouvernementaux, aider les entreprises existantes et favoriser l'innovation. Le Rwanda a récemment finalisé une validation de principe pour construire un portail de données ouvertes pour les citoyens qui servira de

véhicule pour partager des données non personnellement identifiables et les rendre accessibles aux institutions, aux citoyens, aux chercheurs, aux développeurs de logiciels, et plus encore.

Le gouvernement collabore avec le bien public numérique Mojaloop sur les systèmes de paiement interopérables. Leurs efforts se concentreront sur l'interopérabilité et sur divers cas d'utilisation liés à une économie sans numéraire (cashless) pour les Rwandais et contribueront à créer un écosystème de paiement numérique ouvert par l'intermédiaire de la plateforme Mojaloop.

Priorités du Bahreïn : Bahreïn par l'intermédiaire du Directeur adjoint de l'autorité de l'Information et l'e-Gouvernement du Bahreïn réitère leurs priorités en qualité de pays ayant la présidence de l'Organisation de la coopération numérique. Il souligne que le gouvernement de Bahreïn reconnaît l'importance des TIC dans la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Le secteur des TIC est essentiel pour fournir des biens et des services de qualité dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la finance, du commerce, de la gouvernance et de l'agriculture. Il s'agit également d'un vecteur important pour la création de nouveaux emplois, la lutte contre le changement climatique et le soutien au développement de villes et de communautés durables. Afin de concrétiser les avantages des TIC dans la réalisation des ODD de l'ONU, la stratégie gouvernementale 2022 préconise une approche pangouvernementale des investissements numériques. Les initiatives numériques recommandées dans la stratégie sont examinées en tenant compte de leur impact sur les habitants de Bahreïn, l'environnement et la croissance économique du pays.

La stratégie numérique 2022 identifie trois objectifs pour l'utilisation des technologies numériques afin d'atteindre les objectifs des SDG :

- Technologies numériques pour une croissance durable et équitable
- Technologies numériques pour l'énergie et l'environnement
- Technologies numériques pour la qualité de vie, l'éducation et le développement durable : Technologies numériques pour la qualité de vie, l'éducation et le renforcement des capacités.

Il rappelle que les habitants du royaume ne sont plus en mesure de tolérer un logement sans infrastructure numérique publique.

15 → « Towards the UNGA High-level Meeting on Sustainable Transport and Arkadag City's Model for SDG 11 » / Événement du Turkmenistan

Ce side event portait sur la présentation de la ville nouvelle d'Arkadag au Turkménistan, première smart city d'Asie Centrale, inaugurée en juin 2023. La ville est reconnue à l'internationale pour ses efforts dirigés vers une urbanisation durable. Elle a été présentée comme un modèle de référence pour répondre aux défis environnementaux et sociaux, notamment grâce à la technologie. Plusieurs caractéristiques ont été mises en avant par les autorités turkmènes et les organisations internationales présentes : un système de transport électrique, l'importance des espaces verts, un système de santé innovant, l'accessibilité aux personnes porteuses de handicap.

Intervenants :

- Armida Salsiah Alisjahbana, Sous-secrétaire général et secrétaire exécutif de la Commission Économique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique de l'ONU
- Michal Mlynar, Directeur Executif d'ONU Habitat
- Dmitry Maryasi, Secrétaire Exécutif Adjoint de la Commission Economiques des Nations Unies pour l'Europe (UNECE)
- Xiong Zou, Directeur Adjoint for le Développement Industriel (UNIDO)
- Jamil Ahmad, Directeur Adjoint du Programme de l'Environnement pour les Nations Unies (UNEP)
- Igor Runov, Secrétaire Exécutif pour Centre International du Transport Diplomatique
- Autres représentants du Département des Affaires Economiques et Sociales des Nations Unies et du partenariat SLOCAT sur le transport durable à faible émission de carbone

La mobilité système de transport : Tout d'abord, la mobilité urbaine est au cœur du projet urbain : seules les voitures, les bus et les taxis électriques sont autorisés au sein de la ville. La ville dispose d'un système de transport intelligent qui permet la régulation du trafic routier en adaptant la signalisation et de parkings en mesure de signaler les places inoccupées.

La technologie au cœur de la ville : La technologie est également intégrée aux maisons et aux appartements ; permettant ainsi aux résidents de suivre leur consommation d'eau et d'électricité. La ville a été saluée pour son système de sécurité performant : un système de vidéo surveillance pointue avec une analyse automatique des images et un système de reconnaissance faciale. Les infrastructures respectent des normes environnementales strictes.

Un système de santé innovant : Le système de santé a fait l'objet d'une attention accrue : la présence d'hôpitaux multidisciplinaires dont certains spécialisés pour les femmes et des enfants.

Un smart green eco system : De nombreux espaces verts ont été créés malgré des conditions climatiques difficiles.

Une ville inclusive : L'inclusivité est également une caractéristique importante : grâce à l'utilisation des nouvelles technologies, des routes tactiles ont été installées pour les personnes aveugles par exemple. La ville a souhaité rendre accessible sa ville aux personnes à mobilité réduite.

Un projet urbain construit dans un cadre partenarial : Le cadre partenarial dans lequel le projet de cette ville nouvelle a été mis en place remplit ainsi les critères de l'ODD 17 avec de nombreux acteurs qui ont été impliqués (gouvernements, villes, organisations internationales, secteurs privés...).

16 → « Sustainable Financing and gap bridging partnership for nature in SIDS » / Coalitions pour les petites Etats insulaires

Cet événement était organisé par la Coalition des États insulaires en développement pour la Nature, créée pendant la COP 15 de Montréal. La Coalition a présenté les pratiques innovantes et engagements des membres en matière de finance durable pour les Etats insulaires dans le cadre de la protection et restauration de la biodiversité et de la lutte contre le changement climatique. Plusieurs mécanismes financiers ont été mis en avant : les échanges dettes-nature (debt-for-nature swap), obligations bleues et vertes (green and blue bonds). Ces derniers doivent permettre de financer des solutions fondées sur la nature.

Intervenants :

- Sai Navoti, Responsable de l'Unité SIDS au Département des Affaires Économiques Sociales de l'ONU
- Rui Alberto de Figueiredo Soares, Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Régionale du Cap Vert
- Jean Asselborn, Ministre des Affaires Étrangères et Européennes du Luxembourg
- Bérangère Couillard, Secrétaire d'Etat chargée de l'Ecologie de la France
- Luis Madera Sued, Vice-Ministre de la Planification et de l'Investissement public de la République dominicaine
- Yanagimoti Akira, Vice-Ministre de l'Environnement du Japon
- Anita Vandenberg, Secrétaire parlementaire pour le Développement International du Canada
- Ian Madeleine, Ambassadeur à la Mission Permanente des Seychelles aux Nations Unies

- Carlos Fuller, Ambassadeur à la Mission Permanente du Belize aux Nations Unies
- Sakhile Silitshena, Cheffe du Département de Sciences, Politiques publiques et Gouvernement du Canada

Cet événement présentait les pratiques innovantes et engagements de plusieurs pays en matière de finance durable et de partenariats pour les Petits Etats Insulaires ou Small Island Developing States(SIDS) dans le cadre la protection et restauration de la biodiversité et la lutte contre le changement climatique.

La situation particulière des SIDS : Monsieur Navoti, le chef de l'Unité des SIDS à l'ONU a rappelé que le sujet de la biodiversité ne pouvait pas être abordé sans évoquer les petits états insulaires. En effet, les SIDS hébergent 19% des barrières de corail du monde et leur isolation géographique fait de leur biodiversité un écosystème unique mais aussi fragile. En termes de respect des objectifs de protection et de restauration de cette biodiversité, Monsieur Navoti a parlé "d'échec mondial". De nombreux panélistes dont le Ministre des Affaires étrangères du Luxembourg ont rappelé que l'action pour la biodiversité avait été négligée dans le combat pour un futur durable. L'ambassadeur du Belize a également alerté sur le fait que l'ODD 14 sur les Océans est le moins financé des ODD. L'ensemble des panélistes a souligné que seule la volonté politique ne serait pas suffisante ; un soutien financier et technique de la communauté internationale est essentiel. La représentante de la Convention sur la Diversité Biologique a rappelé que les solutions les plus pertinentes viennent directement des Etats insulaires eux-mêmes.

Conférence de Montréal de 2022 sur la biodiversité : Dans ce contexte et au vu de la situation particulière des États insulaires, le nouvel agenda pour la nature fixé lors de la COP15 à Montréal en 2022 est primordial afin de protéger ces écosystèmes extrêmement fragiles. Plusieurs panélistes ont souligné le fait que cet événement a représenté un réel momentum pour résoudre la crise de la biodiversité. Dans le cadre de cette COP, plusieurs États insulaires ont décidé de former la Coalition pour la Nature (The Small Island Developing States Coalition for Nature) afin de mettre en œuvre le nouveau cadre global pour la biodiversité (New Global Biodiversity Framework). La coalition a été menée par le Cap Vert, les îles Samoa et les Seychelles. Depuis de nombreux autres pays - insulaires ou non - on rejoint la coalition afin d'accélérer la mise en œuvre de ce plan à l'échelle régionale et locale. Cette coalition a plusieurs priorités : encourager l'apprentissage, le partage de connaissances et la coopération entre pairs et trouver des solutions de financements durables.

Le coopération Luxembourg - Cap Vert : Le Luxembourg a partagé sa fierté de faire partie de la coalition des SIDS. Le pays a rappelé qu'il y avait un besoin urgent d'aider et de soutenir les SIDS par des pays développés sur les questions de

biodiversité. Pour répondre à cette ambition, le Luxembourg a adopté cette année son plan pour la biodiversité et s'est engagé à quadrupler ses financements dans la protection de la biodiversité dans les États insulaires. A travers ce cadre, le pays souhaite également créer davantage de synergies entre le financement pour la lutte contre le changement climatique et la protection et la restauration de la biodiversité. L'approche des solutions fondée sur la nature (nature based solution) a été présentée comme une approche pertinente pour faire avancer ce sujet. Les autres pays présents ont également appuyé cette méthode de restauration. Le Ministre a déclaré que "1 euro dépensé pour la biodiversité c'était 1 euro investi dans l'adaptation au changement climatique". Un partenariat de long terme existe entre le Cap Vert et le Luxembourg et ce dernier s'est engagé à la protection de la biodiversité.

L'engagement de la France : Madame Bérangère Couillard a rappelé le rôle de la France dans la protection de la biodiversité notamment auprès des États insulaires. Cet engagement s'illustre en partie par l'ouverture du Nouveau Pacte Financier Mondial organisé en juin dernier à Paris par la Première Ministre de la Barbade. C'est notamment lors de ce sommet que le Président de La République, Emmanuel Macron a rappelé 4 principes de l'Agenda de Paris : il n'y a pas de choix à faire entre la lutte contre la pauvreté et la protection de la planète, chaque pays doit s'emparer de leur transition, une impulsion financière et une augmentation des ressources pour aider les pays les plus vulnérables est nécessaire et enfin un choc dans la mobilisation des financements privés doit advenir. La Ministre a fait savoir que des États insulaires comme les Comores ou la Barbade se sont engagés dans la voix de ce nouveau pacte financier. Elle a rappelé que l'objectif de réallocation de 100 milliards de dollars en faveur des pays pauvres était atteint et l'objectif des 100 milliards de dollars en faveur de la lutte contre le changement climatique sera atteint cette année. Concernant le secteur privé, elle a annoncé que chaque dollar des banques multilatérales devrait être complété par 1 dollar de financement privé. A propos de la dette, une coalition a été menée par La Barbade, le Royaume-Uni et la France a ouvert la voie vers une généralisation de la suspension de la dette en cas de crise climatique dans le pays concerné. En termes de perspective, la France est engagée dans la co-animation de l'événement High level event for Nature and the People : From Ambition to Action qui aura lieu en septembre. Elle soutient financièrement l'initiative Kiwa aux côtés du Canada qui vise à renforcer la résilience des pays du Pacifique en accompagnant des projets centrés sur les [Solutions fondées sur la nature](#) à travers des subventions et de l'assistance technique. Elle est aussi pleinement mobilisée pour la COP 28 et la troisième conférence des Nations Unies sur la protection des Océans qui aura lieu à Nice en 2025.

L'engagement du Japon : Pour le Japon, les solutions pour protéger et restaurer la biodiversité résident dans celles basées sur la nature. Le pays a travaillé avec de nombreux États insulaires sur les sujets environnementaux afin de rédiger

des orientations pour la réduction et la gestion des risques littoraux ou encore augmenter et améliorer l'accès à des financements. Le Japon a également revu sa stratégie nationale sur la biodiversité en incluant notamment des solutions fondées sur la nature en accord avec le nouveau pacte global pour la biodiversité de Montréal. Il finance également les pays en voie de développement afin de les aider à améliorer leur stratégie concernant la biodiversité. Le pays collabore et renforce sa coopération également avec les États insulaires au sujet de leur stratégie de réduction des risques et la protection de la biodiversité. Monsieur Yanagimoti a insisté sur le fait que la biodiversité de ces états était particulièrement riche, qu'elle était une fondement importante pour ces populations et qu'il était important de vivre en harmonie avec la nature.

L'engagement du Canada : Le Canada a rejoint la coalition et cela reste dans la continuité de l'Accord de Montréal. Le pays souhaite soutenir d'avantage les États en développement dans la protection de la nature en investissant 350 millions de dollars afin de s'inscrire dans l'objectif global d'investissement de 20 milliards de dollars par an à partir de 2025. Le Canada soutient particulièrement l'intégration des femmes dans les espaces de décisions de l'action climatique et souhaite assurer qu'au moins 80% des projets en faveur de la biodiversité intègre une approche genrée. Cela s'inscrit dans la politique internationale féministe du Canada. De nombreux partenariats sont en cours avec des États insulaires tels que la Jamaïque et la Barbade, notamment sur l'aspect des financements. Comme la France, le pays soutient l'initiative Kiwa notamment sur la lutte contre l'érosion ou encore le développement de pratiques de pêche durable.

Les mécanismes financiers : Les Seychelles poursuivent un plan ambitieux de financement à travers l'outil Debt-for-nature swap (les échanges dette-nature). Cela permet qu'une partie de la dette extérieure d'un pays soit annulée en échange d'investissements locaux dans des mesures de conservation. L'État a également mis en place un autre outil de finance durable : les premiers "Blue bonds" dès 2018. Une obligation bleue est un instrument d'emprunt émis par des États, des banques de développement ou d'autres institutions pour lever des capitaux auprès d'investisseurs afin de financer des projets marins et océaniques aux retombées positives pour l'environnement, l'économie et le climat. Ce concept s'inspire de celui des obligations vertes, mieux connues du grand public (Banque mondiale). Belize a également adopté une debt-for-ocean swap.

La République Dominicaine met actuellement en œuvre le Integrated national financing framework, un plan de financement qui permet la mise œuvre des objectifs de développement durable à l'échelle national. Ce plan permet d'identifier ce qui nécessite des financements urgents et prioritaires. Cette méthodologie a permis au pays la mise en place des premiers Green bonds et Blue

Bonds, le financement dans des énergies renouvelables, le mise en place taxes vertes, l'incorporation de normes environnementales dans le secteur privé...

En juin, un nouveau fonds a été lancé par The Global Environment Facility (GEF) pour permettre la mise en œuvre du plan pour la biodiversité de Montréal. 1,5 milliards de dollars seront directement investis dans les pays vulnérables pour protéger la biodiversité.

Lancement d'une nouvelle proposition : La Coalition des Etats Insulaires a décidé de lancer "[Regional SIDS-SIDS Peer-Learning & Cooperation on financing solutions for nature](#)" afin d'accroître la connaissance des bonnes pratiques en matière de financements durables entre les états insulaires et d'améliorer le transfert de ces bonnes pratiques et la coopération.